

L'Occident et les organisations internationales ont relayé le mensonge soviétique sur l'impact humain et écologique de l'explosion du 26 avril 1986. Inquiétant pour l'avenir.

# Tchernobyl

## Vingt ans après la catastrophe, la vérité sur le nucléaire continue à faire peur

En ce samedi 26 avril 1986, une belle journée de printemps commence pour les quarante-trois mille habitants de Pripiat, radiieuse cité d'Ukraine, à 3 kilomètres de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ils ne savent pas encore que dans la nuit, à 1h23 du matin, les 1 200 tonnes du couvercle du quatrième réacteur de la centrale se sont soulevées comme une plume, projetant à plus de 1 000 mètres d'altitude une gerbe de feu, aux couleurs jamais vues, chargée de dizaines de tonnes de particules en fusion. Au cœur du réacteur, le graphite se consume et fera fondre l'uranium pendant une dizaine de jours. Mikhaïl Gorbatchev, jeune numéro un de l'Union soviétique, en poste depuis un an, envoie sur place une commission composée des plus grands spécialistes en énergie nucléaire. « Ils ont été incapables, pendant les deux premiers jours, de transmettre quoi que ce soit, confiera Gorbatchev... L'information sur la radioactivité est venue des Suédois ! J'ai fait appel au KGB pour qu'il me transmette les conversations des spécialistes. »

Toujours les bonnes vieilles méthodes communistes du secret... A Pripiat, le colonel Vladimir Grebeniouk, de la défense civile, qui effectue les premières mesures, constate que les habitants ont absorbé en une journée cinquante fois la quantité de radioactivité admise et que, à ce rythme, la dose mortelle sera atteinte en quatre jours. Ce n'est que plus de trente heures après l'explosion qu'un millier d'autocars convergent vers la ville, embarquant dans la précipitation les habitants, partis avec quelques vêtements, mais sans leurs chiens et chats. Ils ne sont jamais revenus dans ce qui est désormais devenu, sur un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale, la zone interdite.

La suite, vous pourrez la lire dans *Tchernobyl, retour sur un désastre*, que vient de publier Galia Ackerman, commissaire de la grande exposition « Il était une fois Tchernobyl » présentée au Centre de culture contemporaine de Barcelone de mai à octobre 2006... Le pouvoir soviétique déploie tous les efforts pour réduire au minimum les effets de la catastrophe sur la scène



**+ sur [telerama.fr](http://telerama.fr)**  
**Posez vos questions à Galia Ackerman lors d'un chat le 20 avril à 17 heures.**



PHOTOS : ALEXANDRA FLORENTIN POUR HANDICAP INTERNATIONAL

internationale, et surtout remettre au plus vite en service les trois autres réacteurs de la centrale. Le Politburo envoie un « groupe de journalistes soviétiques » pour qu'ils préparent des reportages « témoignant d'une vie normale ». Le 12 mai, on compte déjà plus de dix mille irradiés hospitalisés. Mais, officiellement, tout va bien : quatre jours plus tôt, le ministère de la Santé a décrété « les nouvelles normes » de radioactivité admise, multipliées par dix ou cinquante selon les cas ! Dans le même temps commence ce que les Soviétiques ont appelé la « liquidation » des conséquences de l'accident : sept cent mille « liquidateurs », civils ou militaires, s'attaquent à la contamination radioactive dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Allant de l'arrosage de toutes les surfaces contaminées à la construction de kilomètres de digues, leurs travaux herculéens, terriblement coûteux en vies humaines, furent souvent inutiles.

Exemplaire est encore l'histoire du grand physicien Vassili Nesterenko, alors responsable d'un projet militaire ultra-secret. Lorsqu'il apprend l'accident, il réoriente son personnel vers la mesure des émissions radioactives et une politique d'aide aux populations sinistrées. Pour cet abandon d'un projet militaire hautement prioritaire, il fut limogé, accusé d'avoir semé la panique en exigeant l'évacuation immédiate des habitants dans un rayon de 100 kilomètres autour de la

centrale. Aujourd'hui, Nesterenko, qui a créé un institut de radioprotection indépendant, le Belrad, et se démène pour sauver les cinq cent mille enfants biélorusses habitant les zones contaminées, dévoile un secret bien gardé : on a frôlé l'explosion nucléaire. Il aurait suffi que le magma de graphite et d'uranium entre en contact avec l'eau qui se trouvait dans les sous-sols inondés du réacteur. « Kiev aurait été rasé. La Biélorussie serait devenue inhabitable à tout jamais. Je suppose que l'Europe entière le serait devenue pour longtemps. »

Dissimulation, secret, mensonge... Impossible en Occident ! On connaît l'antienne des partisans du tout-nucléaire, qui ont vite oublié les tristement célèbres propos du professeur Pierre Pellerin, directeur du SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants), au moment même où le nuage radioactif passait au-dessus de la France : « Les vents tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, c'est sans aucun danger pour la santé publique. » Michèle Rivasi, fondatrice de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), qui révéla la présence sur le sol français de tous les radioéléments de Tchernobyl, explique ce mensonge : « La France, comme l'URSS, était passée insensiblement du nucléaire militaire au nucléaire civil. Mais très peu de gens ont ➔

Mars 2006, à l'institut de neurochirurgie de Kiev. Le directeur a noté une augmentation sensible des cas de leucémie chez les enfants depuis 1986.

# Débat Tchernobyl

→ *décidé de ce tout-nucléaire, qui a toujours fonctionné sans aucun contrôle démocratique. A l'époque de Tchernobyl, EDF était sous la coupe du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et aucun des deux ne pouvait "sortir" de chiffres sur la radioactivité sans passer par le SCPRI. Pellerin verrouillait toute l'information.* » Malgré le projet de loi sur la transparence et la sécurité nucléaire, actuellement en discussion, qui prévoit enfin la mise en place d'une autorité indépendante, rien n'a changé : « *On ne fait toujours pas d'études épidémiologiques et 90 % des scientifiques qui travaillent sur la radioactivité sont liés au lobby nucléaire, sous contrat avec le CEA, EDF ou Areva.* »

La France, à elle seule, n'a évidemment pas eu le pouvoir d'« arrêter » Tchernobyl. Beaucoup plus effroyable est le rôle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) pour étouffer depuis vingt ans les conséquences dramatiques de la catastrophe en Biélorussie. L'AIEA – qui dépend de l'ONU et dont les représentants français... sont des membres du CEA – s'est donné pour but d'« accélérer et [d']accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ».

## À voir

**La Bataille de Tchernobyl, documentaire de Thomas Johnson (vendredi 21 avril, France 3, 23h20).**  
**L'exposition "Il était une fois Tchernobyl", de mai à octobre 2006 au Centre de culture contemporaine de Barcelone.**

**Avril 2006, dans les sous-sols du palais du Peuple de Pripiat, évacué deux jours après la catastrophe.**

Du 25 au 29 août 1986, la première conférence internationale sur le bilan de Tchernobyl, présidée par Hans Blix, alors directeur général de l'AIEA, se tient à huis clos. L'académicien russe Légassov parle pendant trois heures, annonce qu'il faut s'attendre à quarante mille cancers. Les pays occidentaux rejettent catégoriquement cette estimation. A l'issue de la conférence, on parle de quatre mille morts probables. Ce chiffre est devenu le bilan officiel de la catastrophe. Légassov se suicidera lors du deuxième anniversaire de Tchernobyl.

« *On retrouve jusqu'à ce jour l'autorité de l'AIEA dans toutes les conférences internationales traitant de Tchernobyl* », déclare le médecin suisse Michel Fernex, qui fut consultant auprès de l'OMS. Bizarrement, l'OMS mettra des années avant de venir à Tchernobyl. Elle prendra l'initiative en 1995 de rassembler à Genève sept cents experts et médecins du monde entier, mais les actes de cette conférence ne seront jamais publiés. En 2001, son ancien directeur, le professeur Hiroshi Nakajima, reconnaît que les raisons de cette non-publication sont à chercher dans « *les liens juridiques entre l'AIEA et l'OMS* ». Les liens juridiques ? En 1959, l'AIEA a conclu avec l'OMS un accord par lequel chacun de ces deux organismes des Nations unies s'engage à ne jamais prendre de position publique qui puisse nuire à l'autre. Concrètement, cela signifie que l'AIEA, promotrice des industries nucléaires commerciales, garde le contrôle des informations sur les effets du nucléaire sur la santé !

En juin 2001, au sommet de l'OMS, à Kiev enfin, le représentant de l'AIEA persiste dans son bilan fantaisiste. Le professeur biélorusse Youri Bandazhevsky n'aura pu le démentir : le dictateur Loukatchenko l'a fait condamner à huit ans de prison parce qu'il avait critiqué l'orientation des travaux du ministère de la Santé. Youri Bandazhevsky avait créé en 1990 à Gomel, à 120 kilomètres au nord-est de Tchernobyl, le seul centre de recherche et d'enquêtes épidémiologiques sur les conséquences à long terme de la contamination par le césium 137. Il avait notamment découvert que ce radionucléide, présent pour des années dans la chaîne alimentaire, se fixait prioritairement sur les organes vitaux, cœur et reins, et menaçait les organes endocriniens et le système immunitaire. Soixante pour cent des enfants de la région présentaient un électrocardiogramme altéré, en corrélation avec le taux de césium 137 présent dans leur organisme. Libéré en janvier 2006, Bandazhevsky va peut-être pouvoir reprendre ses recherches, avec le soutien de la Criirad.

De retour de Tchernobyl, le scientifique et philosophe français Jean-Pierre Dupuy publie ces jours-ci son *Journal d'un homme en colère*. En effet, en septembre 2005, le Forum Tchernobyl, qui regroupe huit agences de l'ONU à l'initiative de... l'AIEA, a publié un nouveau bilan, toujours aussi improbable : cinquante-six morts – quarante-sept secouristes et neuf enfants victimes d'un cancer de la thyroïde – et quatre mille personnes qui « *pourraient à terme* » →



Ils ont été incapables, pendant les deux premiers jours, de transmettre quoi que ce soit... L'information sur la radioactivité est venue des Suédois !  
**Gorbatchev**

→ mourir d'une radio-exposition consécutive à Tchernobyl. « Je m'efforce de dépasser le sentiment de révolte et je tente de comprendre comment des gens que je suppose intelligents et honnêtes en viennent à travestir aussi gravement la vérité... La centaine d'experts qui ont travaillé pour le Forum Tchernobyl, des physiciens, des biologistes, des médecins, des économistes, sont unanimement arrivés à des conclusions dont ils sont persuadés qu'elles constituent le dernier mot de la vérité scientifique. Ils admettent, certes, qu'il existe d'autres vérités, qu'ils appellent "humaines" ou, pire encore, "humanitaires"... »

Cette vérité humaine, c'est entre autres celle des liquidateurs, dispersés dans toute l'ex-Union soviétique sans qu'aucune étude épidémiologique n'ait jamais été pratiquée, ni sur eux ni sur leur descendance. Galia Ackerman précise : « Comme les circulaires officielles interdisaient aux médecins d'associer les pathologies qu'ils pouvaient observer au travail de liquidation – à l'exception du mal aigu des rayons ; comme les registres des liquidateurs sont incomplets ; comme les doses d'irradiation inscrites dans leurs carnets étaient le plus souvent fausses ; comme les associations d'anciens liquidateurs ne furent créées qu'à la fin de l'époque soviétique, on ne connaîtra jamais le véritable chiffre des victimes. »

Vérité humaine encore que celle des dix millions de personnes qui continuent de vivre, de s'alimenter et

## À lire

**Tchernobyl, retour sur un désastre**, de Galia Ackerman. Ed. Buchet-Chastel, 162 p., 14 €.

**Retour de Tchernobyl, Journal d'un homme en colère**, de Jean-Pierre Dupuy. Ed. du Seuil, 180 p., 9 €.

**Les Silences de Tchernobyl, L'avenir contaminé**, de Guillaume Grandazzi et Frédéric Lemarchand.

Ed. Autrement, 224 p., 19 €.

**La Philosophie de ma vie, Journal de prison**, de Youri Bandazhevsky.

Ed. Jean-Claude Gawsewitch, 316 p., 21 €.

Une "revenante", qui s'est réinstallée dans la zone contaminée.

de se reproduire dans un milieu contaminé par le césium 137. « Lorsque des doses radioactives sont très étalées dans le temps et distribuées sur une vaste population, poursuit Jean-Pierre Dupuy, il est impossible de dire que telle personne est morte du fait de Tchernobyl. Ce que l'on peut dire, c'est que la probabilité qu'elle avait a priori de mourir d'un cancer ou d'une leucémie a été légèrement accrue. Les trente ou quarante mille morts qu'aura causées la catastrophe nucléaire ne peuvent donc être nommées. La thèse officielle consiste à en conclure qu'elles n'existent pas. » Mais, constate le philosophe, « les plus grandes menaces viennent aujourd'hui moins des méchants que des industriels du bien. On doit moins redouter les mauvaises intentions que les entreprises qui, comme l'AIEA, se donnent pour mission d'assurer la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ».

Face aux menaces d'une technologie capable d'agir sur la nature, il revendique « la position inconfortable du prophète du malheur ». Pour que la catastrophe à venir n'advienne pas, il faut la rendre crédible, donc réelle, ce qui suppose d'abord de ne pas nier en les minorant les catastrophes déjà advenues, souvent au nom de ce « pire qui n'a pas eu lieu ».

L'enjeu est de taille, à un moment où, devant l'épuisement des ressources fossiles et, surtout, la menace du réchauffement climatique que fait peser leur consommation, l'industrie nucléaire civile se pose comme la seule alternative crédible. La France essaie de vendre au monde son nouveau réacteur, l'EPR, dont la conception de base reste celle de la filière Westinghouse, qui date des années 60 : « Même si l'EPR bénéficie de nombreuses améliorations – qui le rendent, dit-on, dix fois plus sûr –, il ne résout en rien les problèmes qui rendent le nucléaire actuel "non soutenable", en particulier la question des déchets », affirme Jean-Pierre Dupuy. Une vraie rationalité voudrait que l'on ait conscience de l'extraordinaire vulnérabilité des sociétés humaines, et que l'on anticipe sur des dizaines, voire des centaines d'années, la possibilité d'« une erreur, un dysfonctionnement, un accident, une malveillance, une dégradation des climats entraînant des comportements entièrement nouveaux »...

Au lieu de cela, « les maîtres du nucléaire n'ont pas peur de leurs machines, mais ils ont peur de la peur des hommes », conclut Jean-Pierre Dupuy. Voilà pourquoi, ajoute-t-il, « ils pratiquent le secret, parfois le mensonge. La grande question est donc celle-ci : est-il possible d'assurer la sûreté de cette forme d'énergie par des moyens qui soient compatibles avec les principes d'une société ouverte, démocratique et juste ? ». De l'humilité retrouvée des scientifiques et des experts devant la complexité et l'ampleur de la catastrophe de Tchernobyl, de l'humanité de leur regard sur les victimes passées et à venir, de la fin du silence et du mensonge pourrait dépendre notre réponse à cette question.

Vincent Remy



Les maîtres du nucléaire n'ont pas peur de leurs machines, ils ont peur de la peur des hommes. Voilà pourquoi ils pratiquent le secret, parfois le mensonge. **Jean-Pierre Dupuy**